



PROJET « PROFIL DE DURABILITE DANS QUELQUES DESTINATIONS TOURISTIQUES MEDITERRANEENNES »

3^{ème} réunion de coordination
Villa Valmer - Marseille (France)
15-16 juin 2011

Compte-rendu - Document de travail

Julien Le Tellier

Plan Bleu
Centre d'Activités Régionales

Sophia Antipolis
Juillet 2011

AVANT-PROPOS	3
CONTEXTE	4
OBJECTIFS DU PROJET (RAPPELS)	4
ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET ET PERSPECTIVES.....	5
OBJECTIFS DE LA REUNION DE MARSEILLE	5
COMPTE-RENDU DES DISCUSSIONS	6
Remise en cause du modèle du tourisme balnéaire de masse ?.....	6
Recul de l'hôtel classique VS expansion du résidentiel	7
Tourisme international VS tourisme interne, fuites économiques	8
Impact du tourisme international en termes de sentiment d'invasion des sociétés locales	8
Ecart entre les données collectées à l'échelle des destinations et les bases de données nationales publiées par les organismes internationaux.....	9
Constats et recommandations complémentaires	9
ANNEXES : RESTITUTION D'ETUDES DE CAS	11
Jerba (Tunisie), par Jean Mohamed Mehdi Chapoutot	11
Torremolinos (Espagne) par Antonio Jose Rodriguez Morillo et Cristina Tanase, représentant Enrique Navarro Jurado.....	12
Alanya (Turquie), par Cevat Tosun	13
Littoral de Tétouan et articulations avec l'arrière-pays de Chefcahouen (Maroc), par Mohamed Berriane.....	13
Tipasa (Algérie) par Samir Grimes	15
Matrouh, Al Alamain, Siwa Oasis (Egypte), par Adel Rady	15
Cabras et Castelsardo (Sardaigne, Italie), par Alessio Satta	15
Rovinj (Croatie), par Zoran Klaric	16

Avant-propos

En introduction de la troisième réunion de coordination du projet « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes », Henri-Luc Thibault, Directeur du Plan Bleu, a resitué cette rencontre d'experts dans le contexte des bouleversements que traverse la région méditerranéenne, non sans rappeler les incertitudes sur l'ampleur de ces bouleversements et le devenir de la région.

S'il pourrait apparaître « incongru » d'organiser une réunion sur le tourisme au regard des préoccupations du moment tant dans les pays du Sud de la Méditerranée (*printemps arabe*) que sur la rive Nord en référence aux grèves générales et au plan d'austérité budgétaire en Grèce par exemple, il n'en reste pas moins que les bouleversements actuels interrogent quant à l'expression d'un rejet d'un développement « sélectif » qui n'a pas satisfait le plus grand nombre, d'un développement accaparé par quelques-uns et n'offrant pas de perspectives aux jeunes méditerranéennes.

C'est donc l'expression d'un développement non durable qui interpelle. Et, si personne n'avait vu venir les changements rapides et historiques récents, le Plan Bleu et d'autres partenaires avaient alerté les décideurs et les sociétés, à de nombreuses reprises et par différents moyens, sur les tendances lourdes et sur les risques qu'elles représentent pour la région.

Dans ce contexte particulier, « le réveil des territoires » est très significatif et pose les questions des rapports des territoires aux pouvoirs, de la place du territoire et du local dans les politiques nationales.

Ainsi, les pays méditerranéens sont confrontés à des défis : la convergence économique et sociale apparaît à ce titre une nécessité car les différentiels des niveaux de vie et d'accès aux services essentiels sont à tout le moins porteurs d'instabilité. Il y a donc un besoin d'intégration économique, sociale, politique, régionale, pour apporter des réponses aux crises financières, socio-économiques et politiques que traverse la région. Face aux disponibilités financières qui se tarissent, il y a une nécessité de solidarité avec l'Espagne et la Grèce, et sans doute l'Italie demain, qui connaissent des contraintes budgétaires sans précédent.

Enfin, tant les bouleversements économiques, sociaux, politiques, que « le réveil des territoires » et les besoins de convergence appellent des réflexions sachant s'abstraire des contingences conjoncturelles pour raisonner à moyen et long terme. C'est ce que s'efforce de faire le Plan Bleu en mobilisant ses réseaux d'experts pour imaginer les « futurs possibles » de cette *Mare Nostrum* qu'est la Méditerranée.

In fine, si le tourisme est porteur de croissance, nous avons à repenser ensemble le(s) modèle(s) de développement touristique. Ces réflexions à moyen et long termes portées en collaboration avec le réseau d'experts du Plan Bleu doivent conduire à revisiter les modèles de développement du tourisme qui restera un vecteur de croissance pour la région. C'est l'objectif du projet « Profils de durabilité - Destinations méditerranéennes » et l'objet de cette troisième réunion de coordination en particulier.

Contexte

Après la réunion de lancement (Athènes, octobre 2009) et la réunion intermédiaire¹ (Cabras, juin 2010), la troisième réunion de coordination du projet du Plan Bleu « Profil de durabilité dans quelques destinations touristiques méditerranéennes » a eu lieu à Marseille les 15 et 16 juin 2011.

Certes, les termes de référence du projet étaient très ambitieux, et l'exercice était d'autant plus difficile qu'il s'appuyait sur une méthode expérimentale prometteuse, non sans se heurter à des difficultés d'accès aux données et à s'entendre sur les variables (Cf. Compte-rendu de la réunion de Cabras, 2010), ce qui a donné lieu à de nombreux échanges collaboratifs. Malgré ces contraintes, la collaboration a bien fonctionné au sein du groupe d'experts, avec une dynamique partenariale particulièrement active.

Au terme de ce projet, la pertinence de l'approche retenue semble démontrée dans la mesure où les généralités classiques et les vœux pieux ont été dépassés à travers des études de cas qui collent au terrain et à la réalité éprouvée des destinations. Cela démontre s'il en est encore besoin la valeur ajoutée que représentent les approches systémiques et territoriales, et la pertinence de l'échantillon varié des destinations sélectionnées.

Objectifs du projet (rappels)

L'objectif du projet du Plan Bleu « Profil de durabilité - Destinations méditerranéennes » est d'évaluer l'empreinte économique, écologique et sociale des activités touristiques à travers l'analyse de douze destinations réparties dans huit pays méditerranéens du Nord, du Sud et de l'Est².

A partir d'un échantillon raisonné des différents types de destinations méditerranéennes, les « profils de durabilité » correspondent à des diagnostics de situations variées en termes de maturité et de cycle de vie des destinations (approche longitudinale), de répartition spatio-temporelle des flux touristiques et d'effets de saisonnalité, de résultats et de retombées économiques pour les populations locales, de mise en valeur des potentiels locaux de chaque territoire.

Basée sur une variante de l'approche DPSIR³, la méthodologie a été élaborée par Ioannis Spilanis (économiste, Université d'Egée) qui apporte un appui au Plan Bleu pour la coordination du groupe d'experts ayant réalisé les études de cas.

L'objectif final est de suggérer des options possibles pour améliorer la performance économique du secteur, permettre une distribution plus équitable des recettes touristiques, contribuer au bien-être des sociétés locales, maîtriser les pressions sur le milieu et minimiser les atteintes à l'environnement.

¹ La réunion intermédiaire a été organisée avec la collaboration de l'Agence de conservation des côtes de la Région autonome de Sardaigne et l'Aire Marine Protégée de la Municipalité de Cabras.

² Torremolinos (Espagne), Castelsardo et Cabras (Sardaigne, Italie), Rovinj (Croatie), Alanya (Turquie), Al Alamein, Marsa Matrouh et l'oasis de Siwa (Egypte), Jerba (Tunisie), Tipasa (Algérie), le littoral de Tétouan (Maroc).

³ Driving forces/Forces motrices – Pressures/Pressions – State/Etat – Impacts – Responses/Réponses.

Etat d'avancement du projet et perspectives

- Les neuf rapports finaux des études de cas ont été mis en page par le Plan Bleu et seront accessibles sur son site Internet avant la réunion du Comité de pilotage du programme d'activité « Tourisme et développement durable en Méditerranée » prévue le 22 septembre 2011 à Sophia-Antipolis.
- Suite à l'évaluation des versions provisoires, les rapports de « Synthèse des profils de durabilité » et de « Cadrage régional pour la promotion de la Méditerranée » sont en cours de finalisation.
- Le Plan Bleu a confié à Loïc Bourse (titulaire d'un doctorat de l'Université de Provence) la rédaction de synthèses des rapports finaux des études de cas ; ces travaux en cours seront achevés d'ici fin septembre 2011.
- En septembre 2011, le Plan Bleu soumettra aux membres du Comité de pilotage les formes de valorisation et de communication envisagée : diffusion des rapports et des synthèses sur le site Internet du Plan Bleu, publications des rapports de Ioannis Spilanis dans la collection des « Cahiers du Plan Bleu », séminaire régional d'échanges d'expériences d'ici fin 2011.

Objectifs de la réunion de Marseille

La troisième réunion de coordination du projet avait deux principaux objectifs :

- Restituer les résultats et conclusions des rapports finaux des études de cas, en vue de mettre en exergue les propositions de « mesures politiques » (étape 4 du projet), les analyses des systèmes d'acteurs, les synthèses AFOM⁴, ainsi que les leçons acquises en termes de bonnes pratiques et points d'amélioration à partir des retours d'expériences observées dans les douze destinations étudiées. Les présentations des experts avaient également vocation à affiner la synthèse intermédiaire des profils de durabilité pour renforcer les messages qui seront portés par le Plan Bleu à l'issue de l'exercice.
- Soumettre à l'appréciation du groupe d'experts et mettre en débat les principaux résultats des rapports en cours de finalisation par Ioannis Spilanis.

La réunion s'est déroulée en trois sessions (voir agenda en annexe) :

- Session 1 : Restitution des études de cas par les experts ;
- Session 2 : Présentation du rapport de « Synthèse des profils de durabilité » et discussion ;
- Session 3 : Présentation du rapport de « Cadrage régional pour la promotion de la Méditerranée » et discussion.

⁴ Atouts, faiblesses, opportunités, menaces.

Compte-rendu des discussions

Remise en cause du modèle du tourisme balnéaire de masse ?

Suite à la présentation sur Torremolinos, Mohamed Berriane explique que le cas de Torremolinos a représenté un modèle de développement du tourisme dans les pays du Sud de la Méditerranée, mais ce n'est pas un modèle durable et c'est donc « un mur dans lequel on se jette » à toute vitesse et sans anticiper sur les atteintes à l'environnement. Il y a déjà des phénomènes d'irréversibilité dans les pays du Sud : il est par exemple trop tard pour réhabiliter les dunes quand ces dernières ont été coupées de la plage par divers aménagements et constructions ; les dunes protègent les plages et à ce titre elles devraient rester en relations permanentes avec la plage. La question de l'eau est un autre sujet qui va devenir préoccupant : beaucoup de gaspillages, beaucoup de pertes ; par exemple, en construisant des forages privés, les hôtels échappent aux statistiques, au paiement de l'eau à son juste prix, à la fiscalité.

Adel Rady ajoute que les exemples de pays qui dépendent du tourisme de masse et qui ont sous-évalué le capital de leurs patrimoines sont nombreux. Cela s'explique à la fois par des courants dominants à l'échelle internationale, ainsi que par les volontés nationales d'attirer des touristes internationaux qu'elles qu'en soient les retombées sur l'environnement. En effet, comment résister aux sirènes des développeurs et des bétonneurs dans un pays comme l'Égypte où environ la moitié des 80 millions d'habitants vit en dessous du seuil de pauvreté ? Les alternatives sont sans doute à rechercher dans des solutions équilibrées qui prennent en compte tant la nécessité de maintenir/préserver et développer/valoriser la capacité de charge des territoires méditerranéens.

Ainsi, les experts mettent en exergue les limites du modèle de la station intégrée de tourisme de masse basé sur la plage comme principale attraction, tout en soulignant la forte capacité de résilience du secteur touristique pourtant dépendant des flux et des revenus des touristes. Comment concilier création d'emploi et de revenus pour sortir de la pauvreté sans détruire les potentiels sur lesquels s'appuie le développement touristique ? Ainsi, loin de l'utopie, les propositions des experts et du Plan Bleu doivent être réalistes et réalisables.

En tout état de cause, le tourisme hors sol évolue. Par exemple, les grands groupes n'investissent plus dans la construction des hôtels et des clubs de vacances, mais dans leur gestion. L'arrivée d'Internet a aussi modifié les modes de consommation et les comportements ; la nature des intermédiaires a changé car il existe des demandes plurielles pour un même touriste qui peut passer une semaine à Jerba en hiver et effectuer un voyage itinérant pour visiter la Croatie pendant quinze jours en été.

Recul de l'hôtel classique VS expansion du résidentiel

Dans de nombreuses destinations méditerranéennes, l'hôtel classique recule par rapport au développement du résidentiel et de la promotion immobilière (résidences secondaires et hébergements alternatifs de type B&B, location chez l'habitant, appartements, villas, etc.).

Les collectivités territoriales et/ou d'autres acteurs institutionnels locaux cèdent aux sirènes des promoteurs immobiliers (création d'emplois dans le bâtiment, ressources fiscales), or les charges communales sont accrues et en inadéquation avec les taxes d'édilité à cause de l'excès de résidentiel.

Au Maroc par exemple, on observe le glissement de projets classiques d'aménagement touristique (complexes hôteliers) vers de simples opérations immobilières tournées vers le résidentiel, avec très souvent un « hôtel alibi » au milieu d'un projet résidentiel. Mohamed Berriane explique que dans les projets touristiques présentant un équilibre « hôtels - résidences », les hôtels ne sont finalement pas réalisés et peuvent même laisser la place à d'autres types de construction (supermarché par exemple).

En Croatie, qui va devenir le 28^{ème} pays de l'Union européenne en 2013, une nouvelle législation sur la construction a été adoptée : cette loi ne prévoit pas de distinction entre résidence secondaire et résidence permanente. Or la construction des résidences secondaires devient un grave problème qui accélère le mitage des espaces côtiers et les extensions urbaines horizontales dévoratrices d'espaces naturels, agricoles et boisés. Pour Zoran Klaric, c'est le problème N°1.

Les experts s'accordent généralement sur le fait que laisser faire le marché, c'est laisser faire la construction débridée. Ainsi, face au développement incontrôlé du résidentiel, plusieurs d'experts estiment qu'avant d'ouvrir de nouveaux espaces au tourisme, il y a lieu de densifier les destinations déjà ouvertes à l'urbanisation : cela permet de concentrer les impacts environnementaux sur des territoires circonscrits et de préserver les rares espaces encore naturels.

Plus largement, plutôt que de les incriminer, il semble important de reconsidérer les nouvelles formes d'hébergement comme une réponse à des demandes émergentes, souvent internes, familiales, populaires, comme une réponse aux aspirations de nouveaux gisements de clientèle : voir Berriane, 2010⁵. Il y a donc lieu de rechercher les moyens possibles pour intégrer ces nouvelles offres souvent informelles dans les circuits formels et ainsi les imposer le plus justement possible (gisement de fiscalité locale).

⁵ *Tourisme des nationaux, tourisme des étrangers : Quelles articulations en Méditerranée ?*, ouvrage collectif coordonné par Mohamed Berriane, Publication de la Faculté des Lettres et des Sciences Humaines de Rabat et de l'Institut Universitaire Européen de Florence.

Tourisme international VS tourisme interne, fuites économiques

Adel Rady indique qu'il faut faire attention aux interprétations hâtives sur la distinction tourisme international *versus* national : certaines formes de tourisme international peuvent avoir des retombées locales directes non négligeables (Cabras, Castelsardo), alors qu'inversement des recettes du tourisme national peuvent rapporter aux tours opérateurs (Al Alamain, Marsa Matrouh).

Ainsi, des questions plus pertinentes que cette opposition « demande interne *versus* externe » renvoient à la structure de l'offre et à la dépendance vis-à-vis des acteurs externes : où vont les résultats ? Quelles sont les fuites économiques ? Quels sont les profits pour les sociétés locales ?

Les PSEM ont tendance à privilégier le tourisme international en raison de la captation de devises étrangères, mais ces revenus sont dans de nombreux cas réexportés vers les pays d'origine des touristes (pays du Nord). Ainsi, le tourisme international dans les PSEM rapporte des devises et crée des emplois... dans les banques mais pas dans les territoires !

Zoran Klaric nuance et ajoute que des entreprises croates engrangent des devises extérieures, par contre l'approvisionnement des hôtels vient essentiellement de l'extérieur : la Croatie était exportateur de viande et elle est devenue importateur, elle importe aussi des vins de Bulgarie, du Montenegro, de Macédoine, d'Italie, du Chili, etc.

D'après Antonio Jose Rodriguez Morillo, le tourisme international est très important sur la Costa del Sol car il équilibre la balance commerciale : c'est différent pour le tourisme national, même s'il permet de rééquilibrer les déséquilibres entre productions de valeur ajoutée à l'intérieur des frontières nationales. Il n'en reste pas moins que les chaînes hôtelières internationales participent aux « fuites économiques ».

Il faudrait donc essayer de palier le « tourisme hors sol » par la définition de modèles touristiques qui limitent les fuites économiques et pour faire rester les recettes dans les destinations : le type de commercialisation apparaît ici un facteur clé

Impact du tourisme international en termes de sentiment d'invasion des sociétés locales

La zone touristique de Jerba est un « *petit ghetto* » à faibles impacts en termes de chocs des cultures et de sentiments d'invasion des populations locales ; vouloir diffuser le tourisme international sur l'ensemble du territoire national pourrait avoir des effets négatifs.

D'après Zoran Klaric, cette distinction entre touristes internationaux et nationaux n'est peut-être pas aussi évidente pour le tourisme intra-européen : « *En Croatie, les touristes internationaux nous ressemblent ; la seule différence importante réside dans la langue. (...) Les touristes internationaux sont souvent plus sensibles au respect de l'environnement, en particulier ceux qui viennent des pays développés d'Europe de l'ouest* ».

Adel Rady affine les nuances à l'intérieur des frontières nationales : « *A Marsa Matrouh, un Cairete est un étranger !* ».

Ecarts entre les données collectées à l'échelle des destinations et les bases de données nationales publiées par les organismes internationaux

Sur la question des emplois :

- Les appareils statistiques nationaux fournissent des estimations aux organismes internationaux à partir de ratios, tandis que les experts collectent directement les données sur le terrain et/ou auprès des organismes locaux : estimations *versus* recensement / dénombrement.
- Les destinations étudiées ne sont pas toutes représentatives de l'ensemble du secteur touristique des pays dans lesquels se situent ces destinations.
- L'importance des emplois informels et du travail au noir représente un biais.
- La mobilité des employés dans le secteur du tourisme d'une destination à une autre au cours de l'année représente un autre biais. Il faut également tenir compte de la pluriactivité des personnes qui travaillent dans le secteur du tourisme.
- Plusieurs des destinations étudiées regroupent une multitude de micro-entreprises d'hébergement touristique qui échappent aux statistiques et qui sont gérées directement par les exploitants (main d'œuvre familiale *versus* emplois salariés).

Constats et recommandations complémentaires

« Développer des stratégies commerciales de marketing territorial et accompagner la professionnalisation de la filière dans les destinations émergentes » qui valorisent leurs patrimoines historiques, culturels et/ou environnementaux. Il est également recommandé aux entreprises d'utiliser davantage l'environnement dans leurs stratégies de marketing, tout en évitant les projets où l'environnement peut apparaître comme un alibi.

« Consommer local et favoriser les circuits courts » dans les modes d'approvisionnement et de ravitaillement des destinations car il y a ici aussi une compatibilité entre les enjeux environnementaux et socio-économiques qui peuvent converger ; parallèlement à l'industrialisation du tourisme dans une destination donnée les producteurs locaux ne peuvent plus répondre à la demande qui devient supérieure à l'offre. De plus, au-delà du fait que de nombreux touristes souhaitent retrouver en vacances ce qu'ils ont l'habitude de manger à la maison, la globalisation entraîne une uniformisation / homogénéisation de la cuisine internationale – même si certaines chaînes internationales de restauration valorisent les productions locales dans leurs établissements... Ainsi, il y a lieu d'accompagner les producteurs locaux à répondre à la demande des établissements touristiques, tout comme il faudrait sensibiliser les touristes à l'intérêt de consommer local. En trois verbes, pour ce « réveil des territoires », il s'agirait d'accompagner les producteurs locaux à répondre à la demande des touristes, sensibiliser les touristes à l'intérêt voire à la nécessité de consommer local, raisonner l'hôtelier quant à ces pratiques vertueuses.

« Encourager les hôteliers locaux à enregistrer leurs recettes dans les banques nationales pour limiter les fuites économiques » : les grands hôteliers ont souvent des comptes bancaires à l'étranger pour échapper à la fiscalité locale entre autres motifs.

« Allonger la durée des séjours » pour (a) améliorer la performance économique et (b) limiter les atteintes à l'environnement : si on tient compte des émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements par exemple, il devient évident qu'un séjour d'une semaine a un impact inférieur à deux séjours de trois jours. Ainsi, la fragmentation des vacances est problématique pour l'environnement. Mais voyager plus lentement et moins souvent n'est sans doute pas une solution acceptable pour la clientèle...

« Promouvoir la dynamique associative et associer la société civile à la définition de label ou de certification au niveau des destinations », ainsi qu'aux stratégies de développement territorial durable en tenant compte des critères de la SMDD : par exemple, Master Plan de Tourisme Durable à l'échelle d'une destination donnée. Il s'agit de responsabiliser les territoires locaux.

« Promouvoir la définition de cahier des charges pour les éco-labels des opérateurs du tourisme », en s'appuyant davantage sur des instruments volontaristes que réglementaires. Les opérateurs doivent percevoir les labels et les certifications comme un gisement de profit et non comme une contrainte supplémentaire aux législations en vigueur.

A propos du « centralisme VS décentralisation » des politiques et initiatives publiques, les experts expliquent que des décisions prises par les Etats pour mettre en tourisme des espaces périphériques ont pu se traduire dans certains cas par des changements soudains et l'éviction des communautés locales (problème de justice sociale). Toutefois, dans des contextes où l'éducation des citoyens reste à améliorer dans certains territoires des PSEM, tant les habitants que certains décideurs locaux manquent de capacités pour prendre en charge la planification territoriale. Dans les Etats jeunes du Sud de la Méditerranée, il n'y a pas de longues expériences des pratiques démocratiques ; dans ces contextes, la décentralisation *main stream* à marche forcée peut se traduire par un retour inquiétant des régionalismes et des tribalismes face aux craintes que provoque la globalisation. Ainsi, l'Etat central et fort reste le garant des solidarités nationales et peut apparaître comme un garde-fou face à la montée des localismes. Les capacités des autorités locales posent également question quant au manque de moyens et d'expérience ; prises dans des enjeux électoralistes et clientélistes, les autorités locales peuvent commettre des erreurs irréversibles. *In fine*, si la décentralisation peut se décréter, la responsabilité des édiles municipaux demeure un processus long, qui doit s'opérer par palier avec un accompagnement dans la durée. Enfin, étant donné la diversité des destinations méditerranéennes, des modèles de développement, des dispositifs institutionnels, le label régional du tourisme durable demeure une carte d'identité à inventer pour promouvoir l'image de la Méditerranée en tant que destination touristique durable.

Annexes : restitution d'études de cas

Jerba (Tunisie), par Jean Mohamed Mehdi Chapoutot

Jean Mohamed Mehdi Chapoutot rappelle que le tourisme est une activité visible mais peu lisible et qui reste mal connue.

A Jerba, la zone touristique représente 3% de la superficie totale de l'île et 20% de son littoral : développement séparé, phénomène de concentration, « espace urbanisé et sans urbanité ».

Avant le développement touristique, Jerba était une île sans ville, une île refuge et autosuffisante, tournée sur sa culture, connaissant des difficultés d'approvisionnement en eau (citerne de récupération des eaux de pluie). L'occupation humaine s'organisait alors en *menzel*, agglomération familiale fermée sur elle-même. Jerba était alors un « espace vide de ses hommes » (migrations et population de commerçants : *à Jerba, l'homme est absent pour faire vivre ceux restés sur l'île*), avec un centre habité et des littoraux délaissés, peu propices à l'habitat et exposés aux dangers venant de la mer.

Ce sont ces côtes vides d'occupation humaine qui ont attiré les développeurs et les investisseurs, en particulier le Club Méditerranée : des plages de sable à cinq heures d'avion de Paris. Grâce au développement du tourisme à partir des années 60 et aux créations d'emplois consécutives à ce développement, Jerba est devenue attractive et une zone d'immigration. Il y a donc un inversement des tendances, y compris dans l'occupation de l'espace, avec un littoral aujourd'hui attractif et un arrière-pays dévalorisé et abandonné ; d'espace craint, le littoral est désormais reconnu.

Jusqu'en 1987, l'intentionnalité des pouvoirs publics était de privilégier Monastir, ville natale du Président Bourguiba. Jerba est ensuite devenue la première destination touristique du pays : un cinquième de la capacité d'accueil en Tunisie.

Toutefois, face à la pression démographique actuelle et en l'absence de planification urbaine, les villes de Houmt Souk et Midoun s'étendent de manière anarchique dans des périphéries mal structurées : les décideurs n'ont pas anticipé sur les besoins de logement et de déplacement des personnes employées dans la zone touristique.

Par ailleurs, Jerba a été particulièrement résiliente face aux conséquences des crises exogènes (par exemple, la baisse de la fréquentation touristique après les attentats du 11 septembre 2001), mais la situation est actuellement différente et incertaine car la crise est aujourd'hui endogène.

D'ailleurs, Samir Grimes explique que chaque année environ 1 million d'Algériens passent leurs vacances en Tunisie ; pour l'été 2011, suite à la révolution tunisienne, on s'attend à un repli des touristes algériens sur le marché national et à des départs vers d'autres pays qui saisissent l'occasion pour accroître leurs parts de marché (Turquie).

Jean Mohamed Mehdi Chapoutot ajoute que les Libyens et les Algériens qui visitent la Tunisie pendant leurs vacances d'été viennent en voiture et ne résident pas dans les hôtels : ils préfèrent les résidences.

Enfin, à partir du profil de durabilité de Jerba, les propositions et préconisations de Jean Mohamed Mehdi Chapoutot sont de trois ordres :

- La défense du littoral, avec deux options complémentaires :
 - a) sauver la plage : alimentation artificielle des plages en sable, réhabilitation des dunes bordières pour limiter l'érosion des côtes ;

- b) recul stratégique selon le DPM et limitation des constructions en position littorale.
- La sécurisation de l'approvisionnement en eau et si possible l'autonomisation de la production d'eau potable de l'île, avec trois options complémentaires :
 - a) maîtrise des consommations touristiques à travers la réduction des gaspillages et la rationalisation de certains usages abusifs⁶;
 - b) autonomisation à travers le développement des stations de traitement des eaux saumâtres.
 - c) Développement des stations de dessalement d'eau de mer
- Le développement territorial, en valorisant le centre de l'île, en articulant tourisme balnéaire et arrière-pays. En effet, la zone touristique littorale ayant bénéficié des investissements infrastructuraux, les impacts ont été négatifs pour le centre de l'île délaissé. A travers une vision territoriale d'ensemble, il y a lieu de réduire les déséquilibres entre le littoral et l'intérieur de l'île.

Torremolinos (Espagne) par Antonio Jose Rodriguez Morillo et Cristina Tanase, représentant Enrique Navarro Jurado

Torremolinos, station pionnière sur la Costa del Sol en Andalousie est réputée pour ses plages, mais le développement intensif du tourisme représente de sévères impacts sur l'environnement : déviation des cours d'eau naturels, érosion côtières, recul des plages, etc.

En dehors des montagnes difficilement constructibles, l'ensemble de l'espace est bâti : phénomène de saturation d'une destination de tourisme de masse offrant des produits homogènes basée sur la plage comme principale attraction. Dans cette destination mature mais saturée, l'environnement a été sacrifié sur l'autel du profit.

Le développement du tourisme a contribué à la création d'emplois et à la parité hommes-femmes, même si les revenus moyens des ménages restent inférieurs à la moyenne nationale dans cette région périphérique aux marges méridionales de l'Espagne.

Toutefois, ce modèle de tourisme intensif est en perte de vitesse voire en déclin : baisse des revenus entre 2002 et 2009, baisse du nombre de nuitées par séjour, baisse des dépenses par touriste. De plus, l'augmentation de l'offre en logements résidentiels et du tourisme chez l'habitant se traduisent par une baisse du nombre de nuitées dans les hôtels et une diminution des profits.

Aussi, en termes d'évolution dans le cycle de vie de la destination, on observe aujourd'hui que le tourisme domestique prend le relai du tourisme international, tout comme l'offre résidentiel progresse au détriment de l'hôtel classique.

Pour la relance du tourisme à Torremolinos en adéquation avec le développement durable, les auteurs de l'étude sur Torremolinos préconisent notamment le renforcement qualitatif de l'offre pour permettre l'augmentation des prix des chambres et des dépenses touristiques en général. Le « Plan Qualifica - Costa del Sol » lancé en 2000 s'inscrit dans cette tendance visant l'amélioration des catégories hôtelières : augmentation des hôtels de 3 et 4 étoiles par rapport aux 2 et 3 étoiles.

⁶ Jean Mohamed Mehdi Chapoutot explique que des règlements prévoient des audits pour les hôtels qui présentent de trop fortes consommations en eau, mais ce type d'audit n'a jamais eu lieu, ce qui pose la question de l'application de la loi. Toutefois, si le problème existe dans certains hôtels, les hôteliers cherchent toujours à maîtriser leur consommation en eau car la tarification hôtelière est très pénalisante pour les fortes consommations.

Toutefois, si le saut qualitatif peut se traduire par une augmentation des profits, il ne se traduit pas par des améliorations sur le plan environnemental.

Alanya (Turquie), par Cevat Tosun

L'émergence de la destination Alanya en Turquie remonte aux années 80 : encouragement des pouvoirs publics et investissements nationaux et étrangers.

Les établissements touristiques (hôtels et clubs) sont fortement concentrés sur le littoral, délaissant l'arrière-pays boisé.

La clientèle est internationale et provient essentiellement des républiques de l'ex-URSS.

La croissance de l'activité est rapide et sans précédent (+134% entre 1975 et 2009) et permet de faire reculer la pauvreté, malgré l'effet de saisonnalité sur les emplois touristiques.

Toutefois, la saturation semble déjà amorcée avec un recul des arrivées perceptible dernièrement (effet de la crise internationale) et des densités qui sont passées de l'ordre de 12,5 habitants par km² dans les années 1980 à 500 hab. / km² en 2008.

Par conséquent, le solde migratoire reste positif mais diminue : l'attractivité de la destination diminue pour les migrations internes.

Pour Cevat Tosun, en termes de recommandations, la prise en compte de l'environnement doit devenir une priorité et devrait passer par des approches participatives de planification territoriale.

Littoral de Tétouan et articulations avec l'arrière-pays de Chefchaouen (Maroc), par Mohamed Berriane

La destination « Littoral de Tétouan » est particulière par rapport aux destinations marocaines en général : importance des touristes nationaux, forte saisonnalité⁷, croissance du résidentiel par rapport à l'hôtel classique, etc.

A partir du profil de durabilité du littoral de Tétouan, Mohamed Berriane propose la perspective d'une nouvelle image de marque des destinations méditerranéennes, à travers un produit balnéaire qui s'appuierait sur un arrière-pays proche : articulations entre le littoral de Tétouan et le pays de Chefchaouen. Le produit proposé se trouve « à cheval » sur le littoral et l'intérieur, ce qui comporte une dimension prospective, voire planificatrice, intéressante, innovante et ambitieuse.

Il est ainsi question d'une meilleure répartition spatiale du tourisme et de complémentarité entre deux types de destinations pour définir un produit touristique émergent ; l'intérêt est d'intégrer l'arrière-pays montagneux au tourisme balnéaire de manière à proposer de nouveaux concepts basés sur des aménagements en profondeur.

Cette approche d'un « futur possible », avec un rééquilibrage entre l'attractivité du littoral et de l'arrière-pays, est pertinente au regard des trois composantes du développement durable :

- en termes d'apports économiques pour les sociétés locales ;

⁷ D'ailleurs, une partie du personnel des hôtels travaillant l'été dans les établissements du littoral de Tétouan est mobilisée dans des destinations méridionales du Maroc pendant la basse saison.

- en termes d'impacts environnementaux pour limiter la pression sur le littoral et maîtriser la *balnéarisation* et la *durcification* du littoral ;
- en termes sociaux et culturels : échanges entre les touristes à la recherche d'authenticité et les sociétés locales, valorisation du patrimoine naturel, historique et culturel.

Plus largement, s'il est un mot clé à retenir de cette étude de cas, c'est sans doute celui de « substitution » :

- substitution de la demande nationale à la demande internationale⁸ ;
- substitution du résidentiel à l'hôtel classique, ce qui se traduit par des charges accrues pour la municipalité (qui n'a pas toujours évalué ces charges par rapport aux emplois créés dans le secteur de la construction) et de faibles créations d'emplois touristiques, même s'il y a lieu d'intégrer/formaliser ces nouvelles formes d'hébergement comme une réponse à la demande interne et familiale, tout en cherchant à la fiscaliser pour qu'elle compense les charges induites pour la collectivité (infrastructures, collecte et traitement des déchets, etc.) ;
- substitution du territoire au littoral à travers l'intégration de l'arrière-pays dans un produit touristique à dominante balnéaire. La linéarité du développement touristique se traduit par une artificialisation des côtes : du ponctuel au linéaire, du discontinu au continu, en référence aux « *urbanizaciones* » espagnoles ce qui peut inquiéter quant à la littoralisation excessive, l'artificialisation du trait de côte, la monotonie paysagère, les impacts environnementaux.

En outre, Mohamed Berriane identifie une réserve d'extension du tourisme balnéaire : à l'est des stations du littoral de Tétouan, les zones de camping sauvage et de tourisme « artisanal » sont en voie de promotion immobilière à caractère récréatif et touristique, ce qui annonce sans doute à terme la fin du « tourisme spontané » dans cette partie du littoral méditerranéen marocain. On doit s'interroger aujourd'hui quant au risque de contagion et d'urbanisation littorale dans la partie rifaine au sud-est du littoral de Tétouan. La mise en valeur du littoral du Rif occidental devra sans doute être maîtrisée et se faire dans le cadre d'une préservation qui reste à définir, même si les formes de tourisme solidaire et les clubs d'éco-tourisme apparaissent prometteurs.

Face à la massification du tourisme sur le littoral de Tétouan, face à la dégradation de l'environnement (pertes de biodiversité marine et terrestre, déforestation, disparition d'une zone humide d'intérêt biologique et écologique) et au glissement vers des opérations de spéculations immobilières, deux options sont envisagées par Mohamed Berriane :

- rééquilibrer la structure d'hébergement en privilégiant l'hôtel classique face au résidentiel prédominant et croissant ;
- viser l'arrière pays autour de la ville de Chefchaouen. En effet, le pays de Chefchaouen présente un potentiel important à quelques kilomètres du littoral. Les atouts sont nombreux : paysages de montagne, gorges propices au canyoning, cavités fréquentées par les spéléologues, etc. La demande de tourisme rural, de découverte et de montagne est en cours de valorisation par les autochtones, avec une forte capacité d'organisation des sociétés locales (tourisme de randonnée et de découverte) relayées par des acteurs externes (ONG internationales, projets de coopération décentralisée) : jeunes guides de montagne,

⁸ Le littoral de Tétouan est aujourd'hui attractif auprès d'une demande touristique interne/domestique, alors que les politiques volontaristes des années 60 visaient le développement du tourisme international. Parmi les facteurs explicatifs d'une telle évolution dans le cycle de vie de la destination qui passe de la clientèle internationale à la demande domestique : trop peu d'attractions hormis les plages et le soleil ; politique commerciale des tours opérateurs tournée vers d'autres destinations en Méditerranée et au Maroc (à Marrakech et Agadir, c'est l'été toute l'année) ; environnement dégradé (qualité des eaux de baignade en lien avec la question de l'assainissement et de l'épuration des eaux usées).

associations de développement local, professionnels de la restauration et de l'hébergement. Chefchaouen, destination artisanale, relève encore d'une « touristification spontanée » : les quelques établissements hôteliers « formels, enregistrés » reçoivent moins de 10% de la demande qui se dirige vers la ville. On peut néanmoins s'interroger quant aux réactions des habitants des *douars* dans une région où les modes de vie sont encore ancrés dans la tradition, et aussi quant aux retombées économiques pour les habitants de ces villages car les excursions sont organisées depuis Chefchaouen. Enfin, la région de Chefchaouen a vu naître le premier Pays d'Accueil Touristique : il s'agit d'une destination en devenir.

Propositions :

- Infléchir par des mesures politiques les tendances au « tout résidentiel » (gisement de fiscalité ?) et du « tout balnéaire » ;
- Professionnaliser le « tourisme artisanal » dans le pays de Chefchaouen ;
- Sensibiliser et éduquer tant les touristes que les hôteliers et leurs personnels à l'environnement ;
- Développer des stratégies de marketing territorial pour étaler la saison touristique ;
- Faciliter/encourager « l'approvisionnement local » des hébergements (organisation et structuration des marchés locaux, circuits courts) ;
- Intégrer les récupérateurs de déchets à travers l'accompagnement à la création de micro-entreprises ;
- Protéger les dernières « réserves de nature ».

Tipasa (Algérie) par Samir Grimes

Matrouh, Al Alamain, Siwa Oasis (Egypte), par Adel Rady

Cabras et Castelsardo (Sardaigne, Italie), par Alessio Satta

En termes d'impacts du tourisme sur la population, Alessio Satta explique qu'en Sardaigne les municipalités non mises en tourisme continuent à perdre des habitants. Inversement, les destinations touristiques sardes connaissent un accroissement de leur population. Toutefois, les jeunes continuent à quitter l'île pour trouver des emplois sur le continent car le tourisme artisanal « faible densité » n'est pas suffisamment créateur d'emplois durables. Ainsi, les destinations sardes attirent les personnes âgées à la retraite : résidences principales et secondaires.

Par ailleurs, les destinations sardes n'ont pas été affectées par la crise économique car il s'agit d'une destination de proximité et donc de repli pour les touristes européens.

De plus, Alessio Satta rappelle qu'à Cabras le capital naturel a été valorisé (aire marine protégée), tandis qu'à Castelsardo c'est le patrimoine culturel et historique qui représente la principale attraction ; Castelsardo ne connaît pas les mêmes pics de fréquentation que Cabras car l'effet de saisonnalité est atténué par les événements culturels et culturels au printemps et en automne. Les deux destinations se distinguent aussi par le type de structure d'hébergement : offre hôtelière à Castelsardo, autres formes d'hébergement à Cabras (ferme auberge, B&B, etc.).

Enfin, pour Alessio Satta, les autorités locales de Cabras et Castelsardo ont montré leurs capacités à rendre leur territoire attractif pour le tourisme sans nuire à l'environnement ; avec la création des aires marines protégées, les pouvoirs publics locaux ont démontré que la préservation de l'environnement pouvait être un facteur d'attractivité rémunérateur.

Rovinj (Croatie), par Zoran Klaric

Rovinj est une destination croate ancienne très majoritairement tournée vers le tourisme international, avec une offre d'hébergement diversifiée où l'hôtel ne représente que 30% de la capacité d'accueil derrière le camping (43%).

Comme pour les destinations sardes, la crise économique a pu avoir un effet positif sur cette destination renaissante⁹ depuis la fin de la guerre dans les Balkans : il s'agit d'une destination de proximité, que l'on peut rejoindre facilement en voiture, pour les Européens et en particulier pour les pays bordant la mer Adriatique.

Rovinj est une destination où il y a un contrôle fort des autorités locales pour la préservation et la protection de l'environnement. Tant la planification territoriale que les effets indirects de la guerre civile dans les années 90 ont contribué à limiter la pression foncière et immobilière exercée sur les littoraux.

D'après Zoran Klaric, le tourisme est aujourd'hui une des rares activités économiques où la Croatie est compétitive, mais il y a peu de retombées pour les sociétés locales. Le tourisme contribue certes à atténuer le chômage, mais 54% des emplois sont saisonniers.

⁹ En Croatie, le parcours a été long pour relancer la machine dans la mesure où on atteint aujourd'hui le nombre de nuitées d'avant-guerre.



Réunion d'experts Tourisme

« Profils de durabilité - Destinations méditerranéennes »

Programme provisoire

Marseille - Villa Valmer (France), 15 & 16 juin 2011

Mercredi 15 juin 2011

09h00-9h15 Accueil des participants

9h15-9h30 Ouverture de la réunion

Henri-Luc Thibault, Directeur du Plan Bleu

Objectifs de la réunion

Julien Le Tellier

9h30-13h00 Session 1 : Restitution des études de cas par les experts.
Résultats obtenus - Propositions de mesures - Messages

9h30-11h00 Les destinations de tourisme international

- Jerba (Tunisie), par Jean Mohamed Mehdi Chapoutot (20 minutes)
- Torremolinos (Espagne), par Antonio J. Rodriguez Morillo et Cristina Tanase au nom d'Enrique Navarro Jurado (20 minutes)
- Alanya (Turquie), par Çevat Tosun (20 minutes)
- Discussion (30 minutes)

11h00-11h30 Pause café

11h30-13h00 Les destinations de tourisme national

- Littoral de Tétouan (Maroc), par Mohamed Berriane (20 minutes)
- Tipaza (Algérie), par Samir Grimès (20 minutes)
- El Alamain et Marsa Matrouh (Egypte), par Adel Rady (20 minutes)
- Discussion (30 minutes)

13h00-14h10 Déjeuner à la Villa Valmer

14h10-15h30 Les destinations de caractère : valorisation du patrimoine naturel et culturel

- Oasis de Siwa (Egypte), par Adel Rady (10 minutes)
- Cabras et Castelsardo (Sardaigne, Italie), par Alessio Satta (20 minutes)
- Rovinj (Croatie), par Zoran Klàric (20 minutes)
- Discussion (30 minutes)

15h30-17h30 Session 2 : Restitution et mise en débat des résultats et conclusions du rapport
« Synthèse des profils de durabilité »

15h30-16h30 Présentation du rapport « Synthèse des profils de durabilité », par Ioannis Spilanis

16h30-17h30 Discussion en vue d'affiner les messages portés par le Plan Bleu

20h00 Dîner

Jeudi 16 juin 2011 (matinée)

9h30-13h00 Session 3 : Restitution et mise en débat des résultats et conclusions du rapport provisoire « Cadrage régional pour la promotion de la Méditerranée »

9h30-10h30 Présentation du rapport de cadrage régional, par Ioannis Spilanis

10h30-12h00 Discussion en vue d'affiner les messages portés par le Plan Bleu

12h00-13h00 Discussion générale et clôture de la réunion

Liste des participants

<p>Mohamed BERRIANE Université Mohammed V - Agdal Faculté des Lettres et des Sciences Humaines 27, Rue Bou Iblane Agdal 10080 RABAT Maroc</p>	<p>Email</p>	<p>mohamed.berriane@yahoo.fr mohamed.berriane@gmail.com</p>
<p>Jean Medhi CHAPOUTOT 7, rue Tahar El Kassar 2092 TUNIS El Manar 2 Tunisie</p>	<p>Email</p>	<p>jmmc@gnet.tn jeanmehdi.chapoutot@gmail.com jeanmc@gnet.tn</p>
<p>Samir GRIMES Commissariat National du Littoral (CNL) 30 Avenue Mohamed Fellah, Kouba 16000 ALGER Algérie</p>	<p>Email</p>	<p>samirgrimes@yahoo.fr</p>
<p>Zoran KLARIĆ Institute for Tourism Vrhovec 5 10000 ZAGREB Croatie</p>	<p>Email</p>	<p>zoran.klaric@iztg.hr</p>
<p>Adel RADY Marsa Alam for Tourist Development Co. - Port Ghalib Resort Company 3 Abbas Alakkad Street Nasr City 11757 LE CAIRE - Egypte</p>	<p>Email</p>	<p>arady@emak-marsa.com.eg adelrady2@hotmail.com</p>
<p>Antonio Jose RODRIGUEZ MORILLO Quidamtur SLL C/ Marie Curie 8, Parque Tecnológico de Andalucía 29590 Málaga Espagne</p>	<p>Email</p>	<p>antonio@quidamtur.org</p>
<p>Alessio SATTA Agenzia regionale Conservatoria delle Coste della Sardegna via Mameli 96 09123 CAGLIARI - Italie</p>	<p>Email</p>	<p>alesatta@regione.sardegna.it alessio.satta@tiscali.it satta.alessio@gmail.com</p>

<p>Ioannis SPILANIS University of the Aegean Laboratory of Local and Island Development Department of the Environment University Hill ex-Xenia Building 81100 MYTILINI Grèce</p>	Email	ispil@aegean.gr
<p>Cristina TANASE Quidamtur SLL C/ Marie Curie 8, Parque Tecnológico de Andalucía 29071 Málaga Espagne</p>	Email	cristina@quidamtur.org
<p>Cevat TOSÚN Mustafa Kemal University Head of Tourism & Hospitality Division Yazici Sitesi, Fatih Mah. 27 Sokak N0=21 Belen HATAY Turquie</p>	Email	cevattosun@hotmail.com
<p>Henri-Luc THIBAUT Plan Bleu 15 rue Beethoven Sophia Antipolis 06560 VALBONNE FRANCE</p>	Email	hlthibault@planbleu.org
<p>Julien LE TELLIER Plan Bleu Villa Valmer 271 Corniche Kennedy 13233 Marseille Cedex 20 FRANCE</p>	Email	jletellier@planbleu.org
<p>Loïc BOURSE Plan Bleu Villa Valmer 271 Corniche Kennedy 13233 Marseille Cedex 20 FRANCE</p>	Email	lbourse@planbleu.org